

Après lui le chaos

## Qui pour freiner le 47<sup>e</sup> président ?

**Malgré de premiers signes de désenchantement dans la population américaine, l'opposition peine à s'organiser et à se faire entendre.**

Après s'en être pris au président Zelensky dans le bureau Ovale, J.D. Vance comptait profiter en famille d'un week-end bien mérité dans une station deski du Vermont. Raté. Des centaines de manifestants l'attendaient, agitant des drapeaux ukrainiens et des pancartes comme « Va skier en Russie ! » En état de choc après l'avalanche de décrets signés par Trump, l'opposition commence doucement à émerger. Des manifestations sont organisées régulièrement devant les concessionnaires Tesla, la marque d'Elon Musk, nommé pour tailler dans les dépenses publiques. Et des milliers d'Américains ont défilé dans les parcs nationaux du pays pour dénoncer les licenciements de gardes forestiers. Ces mouvements restent d'une ampleur limitée comparés à ceux du premier mandat du président. En 2017, on avait assisté à d'immenses rassemblements, notamment après le décret qui interdisait l'accès au territoire à des ressortissants de pays musulmans. Cette fois, la résistance peine à s'organiser. La faute à la lassitude des militants, et aux faits que Trump a cette fois gagné le vote populaire et que ses partisans contrôlent le Congrès.

Le Parti démocrate est aux abonnés absents. Il n'a pas de vrai leader, est divisé entre centristes et progressistes, et semble incapable d'articuler un message efficace contre le rouleau compresseur républicain. Au grand dam de sa base, exaspérée par sa frilosité. Hakeem Jeffries, leur patron à la Chambre des représentants, a conseillé de cibler les attaques sur des sujets comme le coût de la vie et les baisses d'impôts pour milliardaires. Pour l'instant, les principaux présidentiables de 2028 font profil bas. Le seul qui se fait entendre, c'est le sénateur du Vermont Bernie Sanders, ex-candidat à la présidentielle. A 83 ans, il s'est lancé dans un tour des Etats conservateurs et fait salles combles. « Le trumpisme ne va pas être vaincu par les hommes politiques de Washington, harangue-t-il, mais par vous, les électeurs ! »

Les élus démocrates, en minorité, ont en effet peu de pouvoir au Congrès. Quant aux

républicains, sous la coupe de la Maison-Blanche, ils ont confirmé les candidats les plus sulfureux comme Robert Kennedy Jr au ministère de la Santé ou Pete Hegseth à la Défense. Et n'élèvent aucune objection contre le démantèlement des institutions, la fin des alliances internationales, le rapprochement avec Moscou... Rares sont les voix comme celle de Lisa Murkowski, sénatrice de l'Alaska, qui défend l'Ukraine : « J'ai mal au cœur, car l'administration semble s'éloigner de nos alliés et embrasser Poutine », a-t-elle déclaré sur X. Le Congrès paraît même prêt à abandonner « les cordons de la bourse » et à laisser l'exécutif décider de l'usage des fonds votés. Une capitulation sidérante qui s'explique par la campagne d'intimidation menée par le président et ses alliés. Ils attaquent violemment tout opposant potentiel via les réseaux sociaux et les médias de droite, et les menacent de torpiller leur réélection.

La prochaine bataille va se dérouler à la mi-mars. Les démocrates de la Chambre envisagent d'utiliser l'une de leurs rares armes pour bloquer le vote du budget. Les républicains, qui ne disposent que d'une

majorité de trois sièges et sont divisés sur les réductions budgétaires, risquent d'avoir besoin des voix de l'autre camp pour le faire passer. Jusqu'ici, la branche judiciaire a constitué le seul véritable contre-pouvoir. De multiples groupes ainsi qu'une coalition de procureurs généraux démocrates ont lancé près d'une centaine d'actions en justice contre l'administration. Ils ont souvent eu gain de cause. Les juges ont bloqué temporairement le gel des subventions publiques, le décret sur la suppression du droit du sol... Mais ils ont aussi perdu dans plusieurs cas. Ce n'est que le début d'une longue bataille judiciaire qui finira devant la Cour suprême. Trump compte sur les juges républicains, majoritaires, pour statuer en sa faveur.

En attendant, un début de désenchantement poind. Selon un sondage *Washington Post-Ipsos*, 48 % des Américains désapprouvent l'action du président (43 % la soutiennent). Et 57 % estiment qu'il a outrepassé son autorité. Des élus républicains, tel Richard McCormick, en Géorgie, ont dû faire face à des foules hargneuses qui leur reprochaient les coupes claires d'Elon Musk. A mesure que les effets des licenciements de fonctionnaires et des suppressions de subventions publiques vont se faire sentir, la grogne pourrait s'amplifier. « Les gens commencent à comprendre que le chaos n'est pas bénéfique pour le pays », martèle le milliardaire Mark Cuban, hostile à Trump. ✨

**HÉLÈNE VISSIÈRE (WASHINGTON)**



Les manifestations sont de moindre ampleur que lors du premier mandat de Trump.